



Monsieur le Directeur Académique,

La promesse électorale de recréer 60 000 postes dans l'éducation a manifestement fait long feu. Il y a maintenant trois ans, le ministre de l'Éducation Nationale de l'époque, annonçait la priorité au primaire. Qu'en est-il concrètement ? Si le SNUipp-FSU a acté un changement de cap et quelques avancées qui pour nous vont dans le bon sens, nous sommes très loin d'une véritable priorité au primaire, priorité qui devrait permettre de transformer l'école pour permettre de lutter efficacement contre l'échec scolaire.

Le département de l'Indre va payer le prix fort pour ces promesses non tenues : 14 postes en moins dont 3 qui serviront à financer les postes adaptés des autres départements, alors que nous en manquons ici ! Nous demandons la création de tous les postes nécessaires pour le bon fonctionnement du service public. Pour permettre la diminution du nombre d'élèves par classe, en maternelle comme en élémentaire, pour permettre la généralisation du dispositif de plus de du plus de maîtres que de classes qui ne se fasse pas au détriment du remplacement, pour permettre la création des postes de remplaçants nécessaires afin de suppléer tous les congés-maladie et tous les congés maternité, pour créer des RASED complets partout où c'est nécessaire.

Aujourd'hui, les enseignants de l'Indre n'ont aucune visibilité. Les écoles ne peuvent pas envisager le futur sereinement. La FSU s'attachera à défendre l'école publique et les personnels que nous représentons. Comme nous vous l'avons toujours exprimé, ne comptez pas sur nous pour vous accompagner dans les projets de fermetures de postes ou d'écoles. Notre rôle est de porter à votre connaissance les écoles et secteurs qui ont besoin de plus de postes et de veiller à la transparence et l'équité.

Nous devons absolument évoquer et traiter également la question des remplacements, devenue insupportable. Parfois, plusieurs congés ne sont pas remplacés dans la même école. Tous les jours, des dizaines de congés-maladie ne sont pas remplacés ce n'est pourtant pas faute d'avoir prévenu. Depuis plusieurs années, notre organisation vous rappelle que le rajeunissement et la féminisation de la profession ne peut qu'impliquer un nombre croissant de congés-maternité. Cette augmentation prévisible aurait dû amener vos prédécesseurs à abonder le nombre de remplaçants par anticipation. Le choix inverse a prévalu, en quatre ans, parce que considérés comme "variable d'ajustement", 12 postes de remplaçants ont ainsi été supprimés.

Tous les retours qui nous parviennent sur la mise en place des nouveaux rythmes scolaires vont dans le même sens : augmentation de la fatigue des élèves, de celle des enseignants, dégradation des conditions de travail, etc.. Nous voudrions de nouveau vous alerter sur le climat général qui règne dans les écoles : de nombreuses équipes sont au bord de la rupture tant les conditions de travail se sont dégradées. Comme évoqué lors de l'audience du 30 mars, nous souhaitons que les outils que mentionnés soient mis à disposition et utilisés par les IEN le plus tôt possible.

En guise de conclusion nous dirons que nos priorités sont la transparence, l'équité, la résorption des situations tendues en terme d'effectif, la création de postes de remplaçants.

Dernier point. Une fois de plus les opérations de carte scolaire ont été repoussées en raison d'échéances électorales. Nous réaffirmons que l'école n'a que faire du calendrier politique et qu'il est temps que cela cesse.

Charge à nous, maintenant, de travailler dans l'urgence la précipitation et l'improvisation continuent de guider les travaux des CTSD et des CDEN laissant

l'amère impression que ces instances de travail se transforment peu à peu en chambres d'enregistrement.

A la veille du CTSD, les IEN ont battu la campagne pour annoncer les mauvaises nouvelles aux élus. Les enseignants, concernés en première ligne par ces projets de fermeture, n'ont, pour la plupart, même pas reçu la visite de leur inspecteur. Les multinationales annoncent les plans sociaux après avoir déménagé les chaînes de montage. L'Éducation Nationale semble aujourd'hui faire sienne cette attitude de mépris absolu des personnels qui seront victimes directes de ces fermetures de postes. Nous le regrettons et le dénonçons.